



Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de l'École polytechnique

46 | 2010

Souvenirs d'un témoin actif à l'Ecole Polytechnique en mai 1968

L'ouragan

Emmanuel Grison



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/937>

ISSN : 2114-2130

Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2010

Pagination : 31-50

ISBN : ISSN 2114-2130

ISSN : 0989-30-59

Référence électronique

Emmanuel Grison, « L'ouragan », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 46 | 2010, mis en ligne le 28 octobre 2012, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/sabix/937>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© SABIX

L'ouragan

Emmanuel Grison

Le Général Mahieux. Le Comité paritaire

Général Ernest Mahieux (X1930)



- ¹ Arrivant maintenant à l'époque des « événements », je m'abstiendrai d'en écrire à nouveau l'histoire. On en retrouvera le cadre général et le déroulement dans le livre d'Adrien Dansette (*mai 1968*, Paris : Plon, 1971). Pour ce qui s'est passé à l'École, on se reportera à l'excellente chronologie (non dépourvue de remarques critiques !) de l'article

de Chandesris (X1967) dans *La Jaune et la Rouge* (Spécial « Réflexions 68 », supplément au n° 232, décembre 1968, pp. 157-167). (Je signale, dans le même numéro, quelques pages, que je trouve remarquables, de mon ami Astier ; il avait été, pendant les « événements », un dévot du mouvement et me paraissait alors flotter dans l'utopie complète, tout en restant la cheville ouvrière du réaménagement des programmes, comme il l'avait été les mois précédents. L'article est intitulé « Évolution ou Révolution ? »). Je me limiterai dans ce qui suit à témoigner de ce à quoi j'ai personnellement assisté ou participé, des confidences que j'ai reçues, des relations particulières que j'ai eues.

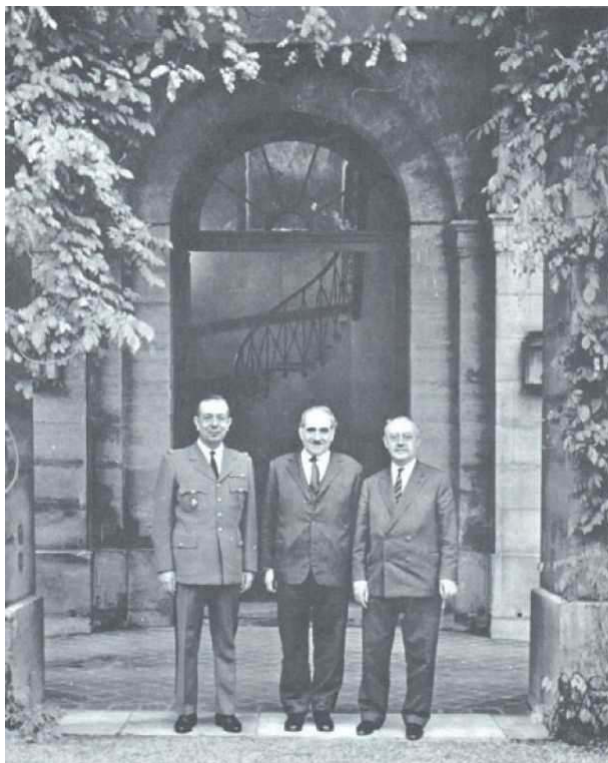
- 2 D'abord, de mon lien avec le Général Mahieux, qui a été très étroit et amical pendant ces journées. Il m'a souvent appelé à son bureau, pour m'entretenir de ce qu'il avait fait ou de ce qu'il comptait faire, pour me montrer ses projets de lettre ; il m'a bien des fois retenu à déjeuner et j'ai l'impression, non pas de l'avoir aidé ou conseillé, mais plutôt d'avoir servi de miroir à ses réflexions, un peu à la manière du confident dans les tragédies de Racine. Son action a été unanimement approuvée, y compris, de manière quelque peu hypocrite, par ceux qui lui ont causé le plus de soucis. À revoir l'histoire de ces journées, je constate en effet qu'il a agi avec un désintéressement, une générosité, une indulgence, une droiture et une habileté (entre le Ministre, les professeurs et les élèves) qui me font redoubler d'admiration pour lui - qualités dont, hélas, il a été bien peu récompensé. Après son départ de l'École (qu'il ne m'avait jamais fait pressentir), nous avons gardé des relations très amicales, avec lui et sa famille.
- 3 De mon côté, étant d'un tempérament naturellement respectueux de l'ordre établi et pensant que mon appartenance au Conseil de Perfectionnement m'imposait un devoir de réserve, je ne fus jamais tenté de m'impliquer dans ce mouvement de « contestation » déclaré, ni d'aller discuter dans les assemblées générales. Je me suis donc tenu à l'écart du « Comité paritaire » professeurs-élèves qui s'est formé dès le 16 mai et auquel ont participé tout de suite Schwartz, Leprince-Ringuet, Choquet, Astier et Solomon. Si d'ailleurs je m'étais rendu à ses réunions et si je m'étais prêté à ses interminables palabres, j'aurais eu l'impression, non pas d'offrir d'éventuels bons offices, mais tout simplement de trahir la confiance que me manifestaient Mahieux et Armand, pour qui ce Comité n'était nullement un « interlocuteur valable », mais plutôt une instance insurrectionnelle.
- 4 J'ai donc rencontré individuellement beaucoup de mes collègues, de nombreux élèves aussi. Nous étions plus inquiets des débordements extérieurs, au Quartier latin, que de la situation intérieure de l'École, où nous sentions que l'ensemble des élèves restait responsable et sérieux, le « Comité paritaire » s'occupant finalement bien plus de programmes et de scolarité que de la remise en cause des institutions et du monde entier.
- 5 J'ai passé toutes mes journées à l'X, à mon laboratoire où les chimistes n'ont pas cessé leurs travaux, pendant que les cours à l'École étaient interrompus. J'ai sans doute été voir Ullmo chez lui quelques fois, mais c'est tout. Je n'ai pas été une seule fois au CEA que ce soit au siège, à Fontenay ou à Saclay ; dans ce dernier centre, il s'était installé - je l'appris plus tard - un désordre exubérant. Je n'ai pensé qu'à l'X et à ces projets de réforme de l'enseignement dont nous nous étions si activement occupés les semaines précédentes.

Bref rappel de la chronologie des événements

- 6 Pour la commodité du lecteur, je rappelle un bref extrait de la chronologie de Chandesris, ci-dessus citée.
- 2 au 10 mai: montée de la révolte des étudiants.
 - Nuit du vendredi 10 au samedi 11: premières barricades dans le Quartier latin ; bagarres avec les CRS, voitures incendiées.
 - Lundi 13 mai: le général Mahieux réunit les élèves à 7h45 et les met en garde contre un mot d'ordre de grève, incompatible avec leur statut militaire.
 - 15 mai: réunions enseignants, chercheurs, élèves.
 - 16 mai: les élèves approuvent la création d'un « comité paritaire d'enseignement » et ratifient l'acceptation du projet Schwartz-Leprince-Ringuet (S.L.R.) de réforme des études.
 - Lundi 20 mai: débats des élèves.
 - 21 mai à 18 h30 : le général fait un amphi aux élèves : la réforme est en marche, il y aura représentation des élèves au Conseil de Perfectionnement, ils peuvent réaliser les cours d'options qu'ils ont préparés, mais il leur faut accepter les compositions écrites et les examens généraux conduisant au classement de sortie, car il n'est pas question de geler celui-ci.
 - 22 mai: « la fièvre tombe », les élèves prennent acte des décisions du général.
 - 23 mai: par 240 voix contre 60, les anciens (promotion X 1966) s'opposent à « l'épreuve de force ».
- 7 Les discussions sur les programmes scientifiques, la réforme des études, l'organisation de l'École, se poursuivent jusqu'à la mi-juin.
- 8 Voici maintenant mes notes personnelles relatives à cette période.

Les journées cruciales : mardi 21 et mercredi 22 mai

Général Mahieux, Louis Armand, Raymond Chéradame



- 9 Le mercredi 15 mai, j'avais reçu la petite note manuscrite suivante :
- « Monsieur le Professeur,
Les élèves organisent ce soir 15 mai à 20h 00 au Poinca. - avec l'accord du commandement évidemment- une réunion professeurs-élèves suivie de discussions par petits groupes. Nous serions heureux que vous acceptiez d'y participer aux côtés de MM. Leprince-Ringuet, Choquet, Lions... Pour le groupe de responsables : Yves Bamberger »
- 10 J'avais déjà rencontré plus d'une fois Bamberger (X 1966) autour des réunions de professeurs dont j'ai parlé, dans les mois précédents. C'était un des auteurs du « programme des élèves » (qui n'avait rien de révolutionnaire et épousait d'assez près le projet S.LR.), un de nos documents en discussion. Ai-je été à cette réunion d'où est issu le « comité paritaire » ? Peut-être ; en tout cas, je n'ai pas donné suite.
- 11 Mardi 21 mai, 9h30. Armand a convoqué, non à l'X mais à son bureau de l'Union Internationale des Chemins de Fer, les membres du Conseil, de Perfectionnement. Présents : Mahieux, Chéradame, Majorelle, Panhard, Francillon, Ullmo, Poirier et moi. Fleury et Gautier, président et secrétaire général de l'AX, sont là, ainsi que le contrôleur général Lanson pour d'éventuels avis juridiques. Je n'ai que des notes très succinctes, mais je relève :
- que le mot « représentation » des élèves au Conseil de Perfectionnement fait problème, mais qu'on demandera à deux élèves élus par leur promotion d'être les interlocuteurs du Conseil ;
 - qu'on envisagera la mise en place de départements et d'un « directeur de l'enseignement scientifique » ;
 - que le général fera un amphi aux élèves.
- 12 Lanson attire l'attention sur la nécessité, s'agissant des examens et du classement de sortie, de respecter le principe de l'égalité des chances. Mandat est donné au général de

laisser toute liberté pour le reste de l'enseignement, mais de tenir ferme pour le concours de sortie. Armand ajoute qu'il faut éviter de « faire des bêtises » alors qu'on est en très bonne position pour l'avancement de nos projets de réforme.

- 13 Les journées des 21 au 21 mai sont les journées cruciales où a été évité le dérapage, les motions « inacceptables » étant finalement écartées par les élèves. Voici en effet le texte de la motion qui leur avait été diffusée par la Commission paritaire :

« Débat lundi soir (le 20 mai). Vote sans débats mercredi (le 22 mai) 7h45.

Les élèves de deuxième année de l'École polytechnique, refusant une réforme hypothétique, édulcorée, préparée dans le secret, adoptent les dispositions suivantes de la Commission paritaire d'enseignement :

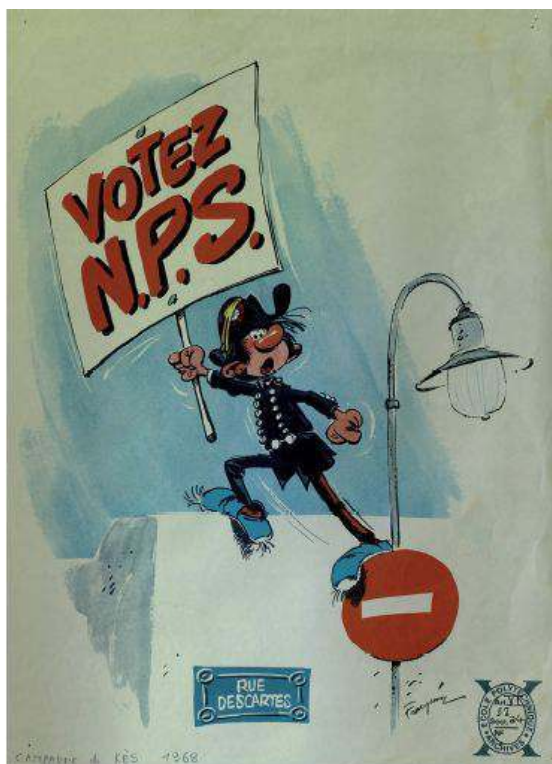
- un enseignement à options est mis en place pour les deux derniers mois ;
- les options suivantes sont envisagées : algèbre, équations aux dérivées partielles, logique, théorie du contrôle, probabilités et statistiques, gestion d'entreprise, économie, biologie, astrophysique, chimie, physique des hautes énergies, physique du solide, informatique, mécanique des fluides.

Ces options doivent être considérées comme un axe d'approfondissement, non comme une spécialisation. Leur grand nombre est dû au souci d'intéresser tous les élèves. Cette liste est indicative. La commission est à la disposition des élèves pour mettre sur pied toute option réunissant un nombre suffisant de volontaires. Un certain nombre de professeurs ont d'ores et déjà été contactés.

Les méthodes d'enseignement seront définies par les professeurs et les élèves de chaque option. Ces dispositions impliquent que :

- chaque élève s'engage moralement à participer à deux options au moins ;
- la répartition dans les corps se fera cette année selon le classement établi à partir des épreuves déjà subies ;
- les élèves ne participent plus aux activités de l'emploi du temps établi par la direction des études, en particulier toutes les activités notées.

La campagne Kès en 1968



Il est bien évident que cette décision constitue une prise en charge de l'enseignement par les élèves et les professeurs. L'esprit de cette réforme suppose la suppression du silence qui entourait jusqu'à présent les activités et les opinions des élèves de l'École, notamment puisque des professeurs extérieurs participent à l'enseignement. »

- 14 Voici les notes que j'ai rédigées sur ces journées le moment même pour en garder mémoire ; elles corroborent bien le déroulement des événements, côté élèves, relaté par la chronologie de Chandesris.

« Mardi 21 mai 1968. 9h 30. Conseil de Perfectionnement à l'UIC. Cf. notes de séance citées plus haut).

Après-midi. Le général prépare son laïus aux élèves. Il y indiquera 1. la réforme est en cours 2. on prendra des élèves comme interlocuteurs au Conseil de Perfectionnement et au Conseil d'Instruction 3. Il faut passer les examens.

Réunion de mécaniciens chez Mandel : Mandel, Vernet (X1940), Ferrandon, Legrand, Teissier. Je les mets au courant. Legrand souhaite qu'on ne laisse pas la « Commission paritaire » agir seule et qu'on propose aussi des options.

Vu Bamberger, Polti, Soulé. Leur expose mon point de vue : ne pas voter une motion dont le ton est irrecevable.

17h. Réunion des professeurs. Le général lit le papier qu'il lira aux élèves. Choquet prend la parole, se fait contrer par la totalité des présents, sauf les membres de la Commission paritaire qui restent muets. Le général lit la motion présentée au vote des élèves ; Choquet reconnaît qu'il l'approuve, mais Schwartz vient dire qu'elle a été rédigée par les élèves seuls et qu'ils ne sont « pour rien » dans sa rédaction. Vive intervention d'Ullmo et Nicolas contre le comportement irresponsable de la Commission paritaire. Je demande aux membres présents d'inciter les élèves à ne pas voter la motion proposée. Legrand demande un vote d'approbation des mesures du général : 0 contre, 6 abstentions, tous les autres pour.

19h. Leprince-Ringuet m'appelle et me fait part d'un téléphone avec Toutée (conseiller d'État) qui met en question la validité de notre position juridique : il pense qu'un classement de sortie irrégulier serait régularisé par la suite. Je lui dis que nous ne faisons pas d'arguties juridiques, qu'on trouvera autant d'opinions que de juristes, que Toutée (conseiller habituel du CEA – c'est à ce titre que Leprince-Ringuet le connaît) n'a pas le règlement de l'X sous les yeux en lui donnant son avis. Je lui demande de ne pas inciter les élèves à voter une motion inacceptable pour le commandement. Il veut aller voir le général pour le « décontracter ». Je le préviens qu'il le trouvera en effet très « contracté ». Je vais chercher le général qui parle avec les trois élèves qu'on lui a délégués. Il quitte la réunion pour voir Leprince-Ringuet cinq minutes. Celui-ci repart chez lui sans revoir les élèves.

Les élèves (Diamant-Berger, Peskine, Pingaud) (présents : Ullmo, le général et moi) demandent des informations sur la représentation des élèves : « sera-t-elle sérieuse ? les écouteront-ils ? » ; sur la venue des professeurs de l'extérieur qui feront des options (« leur ouvrira-t-on la porte ? »). Ils tâtent le terrain pour maquignonner des réductions d'examens. Devant notre peu d'enthousiasme, ils disent que si nous maintenons les examens, il leur faudra lâcher les options. Nous les supplions de ne pas jeter le manche après la cognée : les options peuvent subsister avec les examens. Les élèves demandent si, en ce cas, on pourrait faire de la publicité sur les options. Oui, à condition d'obtenir l'autorisation du cabinet (du Ministre). C'est souhaitable, si on montre que les X travaillent lorsque le reste du pays est dans le désordre. Départ de l'X à 20h45. »

- 15 Ullmo, Teissier du Cros, Legrand et moi avons signé, le soir de cette journée du 21 mai, la note suivante qui fut adressée par mon secrétariat à tous nos collègues :

« Le général a réuni aujourd'hui tous ceux des membres du corps enseignant qui ont pu être joints. Il les a mis au courant des développements récents.

Les soussignés, exprimant l'opinion manifestée par la grande majorité des enseignants présents, proposent de modifier comme suit l'organisation de l'enseignement jusqu'à la fin de l'année en cours pour la 1^{re} division :

- arrêt des cours et des petites classes obligatoires à partir de ce jour
- mise en route de travaux à option, au choix des élèves, facultatifs et sans sanction qui porteront soit sur l'approfondissement des matières déjà enseignées, soit sur l'étude de matières nouvelles.
- maintien des épreuves notées, dans leur forme réglementaire, en raison du grave préjudice que pourraient subir les élèves si leurs nominations dans les services publics selon leur classement de sortie pouvaient être juridiquement contestées. Ces épreuves porteront sur la partie du programme déjà enseignée.

- 16 Ils souhaitent qu'enseignants et élèves participent largement à la mise au point de ces aménagements »

- 17 Je reprends la copie de mes notes.

« Mercredi 22 mai. Les élèves ont voté non pas sur le texte prévu (Marc Larzillière X1966, me dit qu'il y aurait eu une très large majorité contre, après le laïus du général), mais sur un autre texte, proclamant l'incompatibilité des examens et des options.

Réunion chez le général Demotes-Mainard, Giraud, Chéradame et moi ; Diamant-Berger, Le général formule clairement la décision : pas d'examen, pas de classement de sortie. De vrais examens et de vraies compositions. Les élèves demandent à en référer à leurs camarades. Certains sont partis. On ne pourra voter que vendredi matin. Ils estiment toujours que les examens « porteront ombre » sur les options et les videront de leur sens. On essaie de les convaincre du contraire.

Larzillière pense que dans l'excitation actuelle, on votera contre les examens. Bamberger et Bourguignon me demandent quelles dates on pourrait prendre ; finalement, après réflexion, ils préfèrent fin juillet pour les examens. Composition

d'analyse numérique et de probabilités les 5 et 6 juillet, examens généraux et temps de chiade du 7 au 21, avec composition de chimie le 13. Ils voulaient savoir si on ne pourrait pas faire une composition de chimie « entièrement déconnectée », c'est-à-dire ne demandant pas aux élèves d'avoir lu le cours ; je réponds non, d'où la date : ceux qui chiadent le classement s'inscriront en premier à l'examen général de chimie pour faire à la fois examen et composition, l'astronomie venant après. Proposition portée à Chéradame à 18h. On ne peut pas voir le général, parti chez Blancard. Bamberger ira le voir demain.

Les conscrits : réunion avec Hamy, du Payrat, Weymuller, Pardoux. Demandent l'ouverture d'options dès octobre, non sur 6 mois seulement Reconnaissent qu'il faut achever le tronc commun. »

Yves Bamberger (X1966)



Jean-Pierre Bourguignon (X1966)



- 18 La composition de chimie des X 1966 aura lieu effectivement, dans des conditions tout-à-fait normales, le 13 juillet (qui est, comme chacun sait, la veille du 14, où les élèves devaient défiler sur les Champs-Élysées !). Le texte de la composition, après l'énoncé des problèmes qui en constituaient le sujet, proposait aux élèves de faire part, sur une feuille séparée et de manière anonyme ou non, de leurs sentiments sur le cours de chimie qu'ils venaient d'étudier, de leurs critiques et de leurs suggestions. Un grand nombre (plus des deux tiers ?) se sont donné la peine de répondre, certains fort longuement et tous courtoisement. Je ne sais malheureusement pas ce qu'est devenu le paquet de copies...
- 19 Je n'ai malheureusement pas rédigé d'autre journal les jours suivant les 21-22 mai.

Du 27 mai au 5 juin

Lundi 27 mai. J'ai écrit une belle lettre à Armand proposant ma démission « pour lui laisser le champ libre ». Je la porte à Mahieux. Elle tombera aux oubliettes.

30 mai. Décès de Jacqué, mon collègue et co-professeur de chimie, gravement malade depuis des mois. Je reste seul professeur de chimie à l'X.

Les anciens (X 1966) organisent leurs enseignements d'option. J'ai conservé un tableau des cours d'option ; certains seront assurés par des professeurs ou maîtres de conférences de l'École (Lions, Mandel, Solomon, Fétizon), la plupart par des professeurs extérieurs, dont certains remarquables (en biologie Jacques Monod avec Luzzati, Cotta en économie, Serre en algèbre, Germain en mécanique).

1^{er} au 2 juin. Girod de l'Ain, dans Le Monde : « École polytechnique : enseignement expérimental organisé par les élèves », - article très orienté quant aux interprétations : « la Commission paritaire a voulu ignorer le Conseil de Perfectionnement qu'elle estime sclérosé (Y voyant à juste titre le type même du mandarinat à vie, de nombreux élèves demandent la suppression du classement et des privilèges qui y sont attachés » - mais l'information factuelle est correcte.

Agitation autour de la nomination d'un directeur de l'enseignement scientifique

- 20 Le 21 mai, Mahieux avait donné aux élèves des assurances sur les questions qui, à ce moment, leur tenaient le plus à cœur : représentation des élèves aux Conseils, mise en place de la réforme des études (tronc commun et options) dès la rentrée prochaine, autorisation d'organiser immédiatement des cours optionnels en marge d'une scolarité qui serait clôturée par des compositions et examens comptant pour le classement, dont les élèves adoptaient le principe et négociaient les modalités. Il restait une inconnue majeure : qui dirigerait ces « nouvelles » études, Chéradame étant considéré par tous - y compris le Conseil de Perfectionnement - comme mis à l'écart ? Le Comité paritaire émit la motion suivante, qu'il proposait à un vote des élèves prévu le 6 juin :

« La directive ministérielle du 20 mars 1968 prévoit la nomination prochaine d'un directeur scientifique à l'École polytechnique, dont les prérogatives n'ont pas été précisées. Le Comité paritaire d'initiative a estimé que le fait de parachuter quelqu'un à un tel poste allait à l'encontre du désir des élèves et des enseignants de participer aux décisions concernant l'enseignement à l'École. Par contre, il a paru utile au Comité paritaire que le général ait avec lui une personnalité capable de préciser, en contact avec les élèves et les enseignants et avec leur participation, l'ensemble des réformes proposées par eux à court et moyen terme ; ceci vaut aussi bien pour l'enseignement que pour les problèmes d'amont et d'aval de l'École. C'est pourquoi il vous propose de voter la motion suivante, qui sera adressée, dans une lettre, par le Comité paritaire au général :

Nous proposons qu'une personne, ayant l'expérience des problèmes de l'enseignement et la confiance des enseignants et des élèves et proposée par eux, se consacre pendant une année à la mise en place des structures nouvelles de l'enseignement et réalise la liaison indispensable avec les Autorités de l'École. »

- 21 La désignation d'une personne « proposée par les élèves » était évidemment inacceptable. Voici, d'après mes notes à la suite d'un entretien avec Armand en date du 6 juin, les réactions de celui-ci (rappelons qu'il avait bien imprudemment lancé la candidature de son gendre Ladonchamps) :

« Lorsqu'il (Armand) a rencontré Schwartz et Leprince-Ringuet et leur a parlé d'un intérim du directeur des études par Ferrandon-Astier, « cris méprisants ». Armand leur indique qu'Ullmo et moi les avons proposés : « nous ne connaissons pas les élèves ». La dernière motion (nomination des professeurs par un comité paritaire) est inacceptable ; il y a des limites qu'on ne dépassera jamais, ce n'est pas la peine d'essayer de les franchir. La position actuelle Schwartz-Leprince-Ringuet est que toute personne qui sera désignée rencontrera l'opposition de la Commission paritaire. Ils voudraient une vacance de l'autorité pendant un an, Chéradame et ses adjoints étant récusés, avant la nomination d'un nouveau directeur des études.

Position irréaliste, parce qu'elle ne sera jamais acceptée ni d'Armand, ni du Ministre (qu'une fraction « dure » - Poirier, Brard - pousse à la fermeté) qui veulent nommer tout de suite le DES : la réunion du Conseil de Perfectionnement prévue le 25 juin est l'extrême limite avant la démission du gouvernement après les élections. Si on ne veut pas d'une solution acceptable et d'un homme nouveau, on aura le clash : il n'y aura pas d'interdit, quelqu'un sera désigné. Il l'a dit à Grégory : nous ne pouvons pas ne pas avoir d'interlocuteur.

Ladonchamps fait sa campagne : il a vu Schwartz il y a 8 jours, qui lui a dit que c'était prématuré. Leprince-Ringuet, prévenu, n'en a pas reparlé depuis un mois. Lhermitte d'accord et le soutient. Me demande de dire à Astier que le refus de toute désignation conduit à une rupture et a une solution autoritaire (le Ministre est

parfaitement renseigné sur ce qui se passe à l'École). Il demande à Astier et à Ferrandon de collaborer avec le DES qui sera désigné. Il accepte de rencontrer Astier quand il voudra. Il veut éviter à tout prix de faire arbitrer notre situation par d'autres ou de laisser un « clan » remporter la victoire. »

- 22 De son côté, Mahieux écrivait à Schwartz et Leprince-Ringuet, en date du 11 juin :

« Le 7 juin, je vous avais fait part de mon extrême surprise devant le projet envisagé et de l'obligation où j'étais d'en référer au Ministre. Comme je pouvais le prévoir, le Ministre ne juge pas acceptable le procédé que vous proposez pour la désignation du Directeur de l'Enseignement Scientifique. Il pourra d'ailleurs vous recevoir dès que son emploi du temps le lui permettra. Dès à présent, il y a lieu de déterminer sans retard un candidat valable au cours d'une réunion de tous les professeurs, à laquelle assisteraient le Président du Conseil de Perfectionnement et moi-même. Cette méthode, accompagnée d'une information objective des élèves et du recueil de leurs aspirations, devrait aboutir, dans la confiance et grâce à la bonne volonté de tous, au choix d'un candidat que le Ministre pourrait nommer régulièrement, au besoin pour un temps limité. »

- 23 C'est ici qu'il faudrait citer *in extenso* le compte-rendu de la réunion du Conseil de Perfectionnement du 25 juin. C'était la première réunion du Conseil après les « événements », encore présidée par Armand qu'on ne verra plus ensuite qu'une seule fois, le 10 juillet. Elle n'est enregistrée dans les registres de l'École que par un procès-verbal très sommaire, mais un « compte-rendu analytique » très complet en avait été établi et diffusé « à titre strictement personnel et confidentiel » (souligné) aux membres du Conseil. Je compte bien le déposer aux archives de l'École pour l'édification des futurs historiens. Il décrit en détail les conversations qui ont eu lieu autour de la désignation du DES, la correspondance de Mahieux, les manœuvres embarrassées de Schwartz et d'un Leprince-Ringuet un peu gêné qui propose Astier sans le proposer. Roy dénonce une « mutinerie », Majorelle estime inconcevable que Leprince-Ringuet continue à enseigner : j'y reviendrai plus loin à propos de « l'affaire Leprince-Ringuet ».
- 24 Quant à la personnalité du DES, tout le monde se retrouve d'accord pour estimer que Ferrandon est le meilleur choix. De fait, il s'était imposé dans les réunions de professeurs sur les programmes, il avait de larges vues sur les divers cours, beaucoup d'allant et d'autorité auprès des élèves avec lesquels il était prêt à coopérer - notamment les deux X 1966, Bamberger et Bourguignon, qui avaient beaucoup travaillé depuis des mois sur les projets de réforme, de tronc commun et d'options, et qui avaient pris part à ce titre à la création et aux discussions du Comité paritaire. Après quelque délai, la nomination de Ferrandon sera heureusement entérinée par le Ministre.

La rencontre Guillaumat-Blancard. La Commission Lhermitte

Pierre Guillaumat (X1928)



- 25 En marge de cette importante question du choix du DES et de l'opprobre jeté par les membres du Conseil de Perfectionnement sur les professeurs du Comité paritaire et leurs têtes de file, on voit poindre dans le compte-rendu du 25 Juin, pour la première fois, la genèse de cette « Commission Lhermitte » qui entraînera la démission d'Armand et dominera, dans les mois à venir, l'évolution de l'École.
- 26 Lhermitte (X 1947), maître de conférences de mécanique, avait été nommé au Conseil de Perfectionnement en 1966 non comme représentant du corps enseignant mais en raison de sa jeune notoriété (il était de loin, le benjamin du Conseil) et de son tempérament réformateur. Membre du Conseil d'Administration de l'AX, c'est lui qui, fin 1965, avait proposé à l'AX de charger une commission « d'examiner le rôle et la vocation des grands corps d'ingénieurs dans l'État et la Nation ». Cette commission, présidée par P.D. Cot (X1931), ne remit son rapport qu'en septembre 1968 (*La Jaune et la Rouge*, n° 232, septembre 1968, pp. 4-45) : c'était une excellente contribution au débat sur la place de l'X dans la Nation qui avait, depuis les colloques de Caen, alimenté déjà bien des discussions.
- 27 Lhermitte n'était guère intervenu au Conseil de Perfectionnement dans les derniers mois lors des discussions de programmes ou de réforme de l'enseignement dont nous avons longuement parlé ci-dessus dans la première partie. Son leitmotiv - il en parlera encore le 25 juin- était la nécessité d'être très sévère dans le recrutement des enseignants et notamment des maîtres de conférences, qu'il fallait mettre à la porte sans faiblir avant qu'ils ne s'encroûtent. Sévérité aussi vis-à-vis des élèves, avec lesquels on était trop laxiste. On sent, le 25 juin, un Lhermitte monté en grand réformateur, à l'écoute des cabinets ministériels, peu solidaire d'Armand et du Conseil.
- 28 De fait, ce n'est pas encore le nom de Lhermitte qui est prononcé le 25 juin, mais celui de Blancard, « qui veut faire reprendre l'étude de tous les problèmes de l'X par une commission extérieure » - ce que réproouve Armand qui pense qu'une telle commission ne peut pas ne pas dépendre du Conseil de Perfectionnement.
- 29 Blancard, X 1933, ingénieur des Mines, était alors le Délégué Ministériel pour l'Armement, c'est-à-dire le quasi-ministre en charge du corps des ingénieurs de l'Armement. Je devais le rencontrer peu après, le 4 juillet, à un déjeuner convoqué par Guillaumat au siège d'Elf,

dont il était alors président. Invités : Blancard, Delapalme, Lhermitte, Carette et moi. Voici les notes que j'ai rédigées l'après-midi même.

« Le problème de Blancard est le recrutement et la formation des ingénieurs de l'Armement ; il est alarmé par le peu de succès de ce corps après le dernier « amphiretapse ». Il veut s'intéresser aux conditions (X et aval) de son recrutement. D'où sa Commission (présidée par Lhermitte et comprenant Carette et Chapuis). Il revendique l'X dans son département ministériel ; Guillaumat l'y encourage - mais ce n'est pas décidé pour autant.

Guillaumat estime qu'il vaut mieux que l'X ait de moins bons professeurs mais remplisse sa mission, plutôt que le contraire. Je rectifie les informations de Blancard sur un commandement « ayant perdu le contrôle de la situation » pendant les événements, en lui racontant l'affaire de la motion du 21 mai du comité paritaire.

Concernant la Commission Blancard, ce dernier semble d'accord pour préciser qu'elle serait « sous l'égide du Conseil de Perfectionnement » afin de ne pas affaiblir la position de celui-ci dans un passage où l'autorité est nécessaire. Il craint que ledit Conseil n'empêche sa Commission de fonctionner ; Lhermitte et moi lui garantissons au contraire que le Conseil ne gênera pas. Je plaide pour la nomination urgente de Ferrandon et demande avec insistance à Blancard de « conforter » le général Mahieux. Lhermitte pense que Mahieux ne veut pas rester avec Leprince, que Mahieux est indispensable avec Ferrandon et conclut qu'il faut écarter Leprince en profitant du décret qui supprimera les postes d'enseignants « à vie ». Je réponds que Mahieux acceptera peut-être de rester avec Leprince s'il est encouragé assez clairement et si Leprince cesse de court-circuiter à toute occasion, notamment avec Armand. Guillaumat : - « on finit toujours par se serrer la main » - ce qui montre qu'il imagine les rapports Mahieux-Leprince-Ringuet bien plus tendus et pénibles qu'ils ne sont en fait. Quant à écarter Leprince-Ringuet, c'est un geste politique qui demande l'aval du Premier Ministre et du Général de Gaulle : Guillaumat insiste là-dessus et ne suit donc pas les demandes extrêmes de Lhermitte.

On a peu parlé de Schwartz (l'opinion de Guillaumat est claire : Armand a eu le plus grand tort de le faire revenir) et pas du tout de Choquet, qui est ignoré. C'est Leprince-Ringuet qui semble focaliser les attaques. J'insiste sur l'école Leprince-Ringuet, sur le symbole qu'il représente à l'X. Guillaumat : il faudrait qu'Armand se décide à s'affranchir de Leprince-Ringuet ; il y aurait une candidature d'Armand à l'Académie des Sciences qui serait cause de tout le mal (?).

Guillaumat contre l'X à Palaiseau, en raison du voisinage d'Orsay. Il a trouvé bonnes les productions d'Ullmo.

On n'a pas parlé du détail de l'enseignement ni mis en cause les options ; on fait confiance à Ferrandon, qu'on ne connaît pas. Il paraît qu'Armand et Mahieux se disposeraient à remettre au Ministre une « démission collective » du Conseil de Perfectionnement mardi prochain (je n'en ai jamais entendu parler !) si la Commission Blancard est créée ».

- 30 J'en retiens que la « Commission Blancard » était bien lancée, que Leprince-Ringuet n'avait décidément pas la cote, notamment auprès de ces ingénieurs de l'Armement qu'il avait brocardés dans son « quart d'heure » à la Télé - et qu'on répandait au ministère qu'on « avait perdu le contrôle de la situation » à l'X. Un entretien entre Carette (X 1938, GM, probablement du cabinet de Blancard) et moi, juste avant ou juste après ce déjeuner, confirme le lancement de la Commission qui « utilisera l'énergie révolutionnaire de Lhermitte ». En fait, elle sera présidée par Lhermitte et non par Blancard ; nommée le 13 juillet par le Ministre, elle devra remettre son rapport le 1er septembre. Qui l'a constituée ? Sans doute Lhermitte avec le cabinet du Ministre ? Mis à part Lhermitte, aucun membre du Conseil de Perfectionnement n'en fera partie, sauf Panhard parce

qu'Armand a formellement insisté auprès du Ministre pour qu'il y ait au moins une représentation officielle du Conseil dans la Commission.

- 31 Ullmo et moi en étions évidemment exclus, notre passé de réformateurs actifs pendant les années précédentes étant sans doute jugé trop lourd ! Je serai seulement « auditionné » par la Commission Lhermitte.
- 32 À la réunion du 25 juin, Armand avait donné délégation à Ullmo, Lhermitte et moi de prendre toutes décisions, au nom du Conseil de Perfectionnement, sur les questions concernant les programmes et méthodes d'enseignement en 1968-1969. Je constate, dans la chronologie de Chandesris qu'il y a eu, fin juillet, un contact, sans suite, entre les élèves et nous sur le sujet. La nomination de la Commission Lhermitte rendait évidemment caduque cette mission.

Le départ de Louis Armand

- 33 Après le déballage de la réunion du 25 juin, Armand convoqua encore le Conseil de Perfectionnement le 10 juillet pour entendre les rapports de cinq élèves de la promotion sortante (1966), considérés comme les plus éclairés et les plus responsables : le major (Stoffaës), les caissiers (Menez et Galtier) et les deux élèves (Bamberger et Bourguignon) qui avaient pris part depuis longtemps aux discussions sur la réforme des études et qui avaient récemment piloté au Comité paritaire l'essai impromptu de cours d'option. Leurs exposés, recueillis dans un fascicule annexé au procès-verbal du Conseil, sont un excellent résumé, avec des éclairages un peu divergents, des mentalités et des attitudes des élèves « sérieux » pendant les événements, l'accent étant mis exclusivement sur la marche de l'École et les réactions vis-à-vis des enseignants et de leur enseignement, sans aucune dérive idéologique. Ils sont comme les échanges qui suivirent, remarquables de compréhension, d'intelligence et, bien sûr, de courtoisie.
- 34 Ce fut la dernière réunion que présida Armand. Aux quatre suivantes, il était « excusé », remplacé par le vice-président, le général Beauvallet, qui assura cet intérim jusqu'à la fin de l'année, à des réunions qui vont se multiplier jusqu'à ce que le Ministre, le 4 janvier 1969, nomme Majorelle en remplacement d'Armand.
- 35 Armand me téléphona le 10 septembre qu'il venait de présenter sa démission au Ministre (Messmer), lequel « comprenait très bien » et était au fait des contradictions internes, incohérences et irréalismes que contenait le rapport de la commission Lhermitte. Je rencontrai Armand le 25 septembre ; voici mes notes :

« Deux raisons de sa démission : 1. Mahieux était profondément décidé à partir ; si Armand s'était opposé à la commission Blancard (« c'est elle ou moi »), on aurait fait rester Mahieux en même temps que lui ; il ne voulait pas, moralement, l'y contraindre ; 2. la Commission Blancard n'était pas forcément de l'initiative propre de Messmer ; il aurait mis celui-ci dans un choix cruel en imposant l'alternative. Il craint que la loi sur la suppression des titulaires (les postes d'enseignants « à vie ») fasse long feu, parce qu'on lui opposera la loi-cadre sur l'Université ; on n'osera pas ne pas renouveler Leprince-Ringuet s'il le demande (qui refusera ?). (« Je ne respecte que ceux qui me résistent, mais ceux-là, je ne peux les supporter ; on ne demande pas aux professeurs d'être intelligents, mais d'être obéissants »). La loi-cadre (unités d'enseignement et de recherche) s'étendra aux grandes écoles, en utilisant le parallélisme spéciales/premier cycle, école/maîtrise, avec un 3e cycle qui n'est qu'universitaire. D'où son idée d'essayer de sauver les grandes écoles en leur donnant l'autonomie du 3e cycle (le style COTA = collège des techniques de

l'Armement). Le grand danger pour l'X - c'est le panneau où tombe la commission Lhermitte - est de fortifier l'X comme une citadelle avec des mesures autoritaires. On va s'aliéner le corps enseignant, se spécialiser dans la formation des serviteurs de l'État (style De Gaulle -grands commis) et faire une ENA pour fonctionnaires techniques ou technocrates ; l'Université en sera très contente, car elle pourra revendiquer plus facilement le monopole de la formation des ingénieurs (cf. Colloques de Caen). »

- 36 Le lendemain, je voyais Buttner, mon camarade de promotion et vieille connaissance amie de Ste-Geneviève et de l'X, qui était nommé à la place de Mahieux. Il me dit, entre autres, que le Ministre souhaitait voir Philippe Olmer à la direction des études.

Le Conseil de Perfectionnement après le départ d'Armand et de Mahieux

- 37 À peine éteint l'incendie de mi-juin, dont la sagesse des élèves et leur respect des règles démocratiques avaient limité heureusement les conséquences (je pense au classement de sortie et au statut militaire dont la remise en cause brutale aurait entraîné d'infinies complications juridiques, voire judiciaires), il fallait procéder à la refonte d'une scolarité qu'on voulait décidément ouvrir assez largement à la diversification : réforme préparée, on l'a vu, avant mai 1968, par l'introduction du système « tronc commun + options », mais qui allait être beaucoup plus radicale que ce qu'on avait envisagé autour du projet S.L.R, et devait s'accompagner d'une rénovation, large et significative, du corps enseignant. Chéradame, Roy, Brard, Vignal, étaient visés, ainsi que quelques examinateurs et maîtres de conférences. Heureusement, la personnalité de Ferrandon s'était imposée comme un recours et un arbitre unanimement respecté. Il ne s'était compromis ni avec les uns ni avec les autres, avait su garder le contact avec les élèves réformateurs (Bamberger et Bourguignon) qu'il appréciait, et pouvait parler avec autorité aussi bien aux mathématiciens tenants de la rigueur et de l'abstraction, qu'aux mécaniciens de Roy soucieux d'applications réalistes. De tempérament enthousiaste, emporté parfois, il avait cette « très haute conscience de ses devoirs et cette volonté incontestable de servir l'École et non pas de s'en servir », dont parlait Chéradame à propos du corps enseignant en général (« dans sa presque unanimité ». !). On se souvient que nous avions pressé pour sa nomination, unanimement proposée par le Conseil de Perfectionnement le 25 juin : il fut nommé dès juillet, avant la réunion de la commission Lhermitte. Il a joué un rôle essentiel et très bénéfique pour éviter les dérapages dans les années troubles qui ont suivi les « événements », exemple typique du dévouement profond que suscite souvent l'École parmi ceux qui la servent sans être de ses anciens élèves. En 1978, avant son départ à la retraite, on l'appelait familièrement et affectueusement à l'École « l'amiral » : il avait été reclassé dans le corps du Génie Maritime quand on supprima les postes d'examineur à vie. Il serait juste que les dix ans de son action à la direction de l'enseignement pendant une période difficile fasse l'objet d'une étude des historiens de l'École.
- 38 Le Conseil de Perfectionnement fut convoqué, après la démission d'Armand et la nomination du général Buttner, dès le 13 septembre. Il devait se réunir plus de dix fois dans les trois mois qui suivirent, un peu submergé, à vrai dire, par ce que j'appellerai les affaires courantes. Il avait perdu en fait l'initiative des projets et des décisions, mais il lui fallait, formellement, approuver, désapprouver, nommer - comme par le passé, car il restait juridiquement, auprès du Ministre, l'instance d'autorité chargée de l'École.

- 39 On commença par étudier le rapport de la Commission Lhermitte qui ; après ses réunions marathons de juillet-août, avait formulé ses propositions pour « l'évolution de l'École polytechnique ». Après de longs préambules sur les grandes écoles, leur « amont » et leur « aval », le chapitre sur « la réforme de l'enseignement scientifique » confirmait le choix d'un « tronc commun » d'un an, suivi du choix de « voies » au troisième semestre, puis en dernier semestre du choix d'« options » : rien de très nouveau par rapport à ce qu'on avait préparé autour du projet S.L.R, sinon qu'il était prévu, à côté des voies mathématiques et physique, une voie « sciences de la gestion ». C'était l'amorce de la création du département d'économie qu'allaient diriger brillamment Ullmo d'abord, Montbrial ensuite. On prônait les méthodes pédagogiques actives (exposés, séminaires, petites classes), une présence accrue des enseignants auprès des élèves, la constitution de départements présidés par un « professeur principal » élu pour deux ans ; on rejetait la tutelle « d'un professeur inamovible à son sommet et des examinateurs perpétuels qui passent toujours un peu pour des juges redoutables ». On demandait à cet effet la suppression de l'ancien statut de fonctionnaire pour les 27 enseignants (dont Roy et Brard) qui en bénéficiaient encore, la banalisation des charges d'enseignement et d'examen au sein d'un département, l'ouverture de postes d'enseignant « à exercice partiel » à côté des postes « de plein exercice ». On demandait enfin que deux élèves participent aux séances des Conseils.
- 40 Le 23 octobre (Chéradame participait encore à cette séance), le Conseil de Perfectionnement formula son « avis » - un document de 8 pages - sur les propositions du rapport Lhermitte. Au préalable, Ullmo et moi, nous fîmes joindre au compte-rendu de séance une note protestant, en tant que membres du corps enseignant, contre les termes excessifs du rapport qui dénonçait « l'absence d'esprit d'enseignement » et le « vide culturel » (!) de l'École. Ceci dit, le Conseil émit un avis largement favorable, ajoutant seulement le souhait qu'on nomme auprès du général « un directeur des études, portant éventuellement un autre titre, chargé en particulier du fonctionnement des études, du classement, des liaisons avec les laboratoires, l'amont et l'aval ». C'était, on l'a vu, l'idée originale d'Armand d'un « colonel civil », mais étendue aux relations extérieures. Accepté par le Ministre, le titre retenu fut celui de « directeur général adjoint ». Dès le 13 novembre, Buttner fit savoir « que le Ministre avait proposé lui-même le nom de M. Olmer ». Le Conseil décida incontinent « qu'il appréciait la personnalité proposée et était prêt à l'accepter ».
- 41 Olmer était un normalien qui, au moment des « événements » n'était rien moins que le directeur général des enseignements supérieurs, sous le Ministre de l'Éducation nationale Alain Peyrefitte. Il avait alors adopté un « profil bas » et fait fort peu parler de lui. L'aventure de l'X fut pour lui une déception : trompé par l'extérieur prestigieux et l'illustre compagnie de ceux qui s'intéressaient à la « poule aux œufs d'or », il s'aperçut que le poste était relativement subalterne et les moyens bien plus limités qu'il ne l'escomptait. Il ne resta guère plus d'un an et fut remplacé par Henri Piatier, ingénieur général de l'Armement.

Le renouvellement du contrat de Schwartz

- 42 Le Conseil eut ensuite à entériner ou à organiser les incidences sur le personnel qu'entraînait son approbation des mesures proposées par le rapport Lhermitte. Chéradame avait démissionné, Ferrandon était entré au Conseil. Le 13 novembre, deux

élèves vinrent y siéger sauf pour les débats concernant les nominations : François Mahieux, major de la promotion 1967, y succédait si j'ose dire, à son père... Ferrandon exposa le programme adopté pour les cours : la promotion 1968 commençait son « tronc commun » après un stage de formation militaire au camp du Larzac, la promotion 1967 était attendue pour le 1er février 1969 après sa période de quatre mois dans les écoles d'application militaires. Pour celle-ci et les suivantes l'année militaire serait coupée en deux périodes, l'une avant, l'autre après la deuxième année d'École -formule boiteuse qui rappelait les projets de Roy et qui était surtout opportune pour permettre, après la retombée de la fièvre de mai, une mise en place relativement sereine des nouvelles « voies d'approfondissement ». Cette coupure du service militaire en deux temps subsista jusqu'à l'installation de l'École à Palaiseau et fut heureusement remplacée par ce que je considère comme la meilleure formule : une année pleine de service militaire après le concours d'entrée et avant les années d'École.

- 43 Le Conseil examina ensuite les nominations d'enseignants, dont beaucoup étaient en fin de contrat de cinq ans : fallait-il les renouveler pour cinq ans ou pour un an seulement ? Lhermitte, très critique pour certains, souhaitait qu'on garde « les mains libres » en ne renouvelant que pour un an, mais ne fut pas suivi par le Conseil qui décida, au cas par cas, un an ou cinq ans.
- 44 Le cas de Schwartz, en fin de contrat, était particulièrement sensible. Le 9 décembre, Buttner fit à son propos un historique rappelant, de manière très objective et conforme à ce que j'ai raconté plus haut, le rôle de Schwartz et du Comité paritaire pendant les événements. Le vote fut renvoyé au 16 janvier, première séance présidée par Majorelle, nommé à la place laissée vacante par la démission d'Armand. Le renouvellement de Schwartz y fut décidé à bulletins secrets, par 5 voix contre 4. J'ai voté contre.
- 45 Ullmo a voté pour. J'étais sans doute exagérément méfiant de son influence « normalienne », entendant par là son caractère non conformiste, un peu anarchiste, universitaire c'est-à-dire préférant l'abstrait s'il est excitant à l'utile s'il est médiocre. Ullmo, au contraire - et il avait raison - trouvait déplorable qu'on écarte ce grand mathématicien pour des raisons de discipline, à tout prendre subalternes. Ferrandon (qui n'avait pas droit de vote) se disait d'ailleurs prêt à éviter tout débordement si Schwartz manifestait trop d'indépendance dans son enseignement. Les élèves (Bamberger et Bourguignon) l'y aidèrent et, de fait, je crois que tout se passa fort bien.
- 46 Quand je fus appelé en 1978 à l'X comme directeur de l'enseignement et de la recherche, après une période d'affrontement entre Schwartz et le général (je donnerai franchement tort, cette fois, à ce dernier !), Schwartz m'accueillit les bras ouverts avec beaucoup de chaleur et me tutoya d'emblée. Je le fis nommer au Conseil d'Enseignement où il participa avec beaucoup de dévouement et d'efficacité à la mise en place d'une politique de recrutement du corps enseignant, cette « règle du jeu » que je réclamaux au Conseil de Perfectionnement dès le 13 novembre 1968 et qui n'avait jamais été édictée, laissant s'établir un désordre regrettable dans les candidatures, les renouvellements, les formules d'exercice partiel, qui ne fit que croître et embellir de 1969 à 1979.
- 47 Le Conseil de Perfectionnement s'attaqua ensuite, fin janvier 1969, au problème des « membres du corps enseignant touchés par la loi du 31 décembre 1968 » : ce fut l'affaire Leprince-Ringuet.

L'affaire Leprince-Ringuet (mars-avril 1969)

Louis Leprince-Ringuet (X1920N)



- 48 On sait qu'une des premières réformes d'Armand et de Chéradame, en 1957, avait été de décider qu'on ne recruterait plus dans le corps enseignant que sous contrats de cinq ans ; on n'avait pas pour autant remis en cause le statut de fonctionnaire des enseignants « à vie » de l'ancien régime, considérant qu'il s'éteindrait progressivement avec les départs à la retraite. Mais la Commission Lhermitte réclama une mesure immédiate de suppression de ce statut : il comptait encore 27 titulaires sur un effectif d'une centaine d'enseignants ; en leur retirant leur poste, on touchait à la fonction publique et il fallut une loi spéciale qui fut promulguée le 31 décembre 1968. Elle mettait fin à l'ancien statut et recasait les intéressés dans d'autres corps de fonctionnaires, ce qui ne les empêchait pas de faire acte de candidature à leur ancienne fonction, mais à titre contractuel pour cinq ans - sous réserve, bien sûr, que leur candidature soit agréée par le Conseil de Perfectionnement.
- 49 Le 28 janvier, le Conseil se prononça sur les renouvellements des enseignants de l'ancien statut. Roy et Brard, très critiqués lors des événements, avaient choisi de ne pas se représenter ; deux examinateurs - dont mon ami le chimiste Montagne - et deux maîtres de conférences, assez contestés eux aussi, furent refusés, refus couvert par une démission. Tous les autres furent reconduits dans leurs fonctions. Enfin, le cas de Leprince-Ringuet fut réservé,
- « une incertitude subsistant sur son désir de poser sa candidature ».
- 50 Dès la sortie du rapport Lhermitte, Leprince-Ringuet avait cherché, en solitaire, préférant le fil direct avec le Ministre, à faire part directement de ses critiques sur les propositions concernant le corps enseignant ; il rédigea une brève note de 4 pages qu'il fit transmettre

au cabinet du Ministre par le canal de Jacques Robert, alors directeur des applications militaires au CEA. Il demandait qu'on ne généralise pas les contrats de cinq ans, « dissuasifs pour les meilleurs, s'ils se savent à la merci tous les cinq ans des décisions d'un Conseil ; on sait très bien que la composition de ce Conseil dépendra des influences et des événements politiques ». Il faut instituer pour certains, après une période probatoire de 2 ans plus 5 ans, la *tenure* anglo-saxonne donnant la stabilité jusqu'à la retraite. Bien sûr, le développement de « laboratoires de recherche fondamentale de qualité » est lié à « ce noyau d'enseignants plein temps ». Pour l'enseignement, il approuvait la structure en départements, laissant à ceux-ci le rôle de répartir au mieux les tâches d'enseignement : banalisation de la fonction d'examineur, contrôlée par le département. Leprince-Ringuet exprimait ainsi, une fois de plus, son désaccord avec la tutelle de ce Conseil « à perfectionner », mal qualifié, à ses yeux, pour imposer des décisions qui devraient relever d'une instance scientifique supérieure - sans dire d'ailleurs laquelle : académique ? universitaire ?

- 51 J'étais pleinement d'accord avec lui sur la nécessité d'établir la *tenure* (on n'y est toujours pas arrivé, en droit ; plus ou moins, en fait) mais pas du tout sur la suppression du contrôle externe de l'enseignement par les examinateurs (c'est malheureusement ce qui fut fait, et qui persiste).
- 52 Le 21 mars 1969 la question fut reprise au Conseil, Leprince-Ringuet ayant fait connaître (à qui ?)
- « qu'il était à la disposition du Ministre pour continuer son enseignement »,
- 53 ce qu'on estima signifier qu'il posait sa candidature à un contrat. Cette manière de solliciter une décision directe du Ministre en ignorant le Conseil ne pouvait qu'irriter celui-ci : nonobstant la crainte, qu'on évoqua, que sa décision soit contestée auprès du Conseil d'État, il émit un vote secret sur les questions suivantes :
- « Le Conseil estime-t-il bon d'accéder à la demande de M. Leprince-Ringuet par un contrat de cinq ans comme professeur ? »
- 54 Onze votants, onze non dont Ullmo et moi ! « Le Conseil prend-il en considération le désir de M. Leprince-Ringuet de rester directeur de ses laboratoires jusqu'à ce qu'il ait atteint la limite d'âge du professorat ? » (il avait 68 ans, cette limite d'âge était de 72 ans). Onze votants, sept oui, quatre non (j'étais bien sûr des « oui »). Majorelle rendit compte au Ministre qui, un mois plus tard, convoqua Leprince-Ringuet et lui fit part de sa décision, conforme au vote du Conseil : il cesserait ses fonctions de professeur à l'X et y garderait son laboratoire.
- 55 Leprince-Ringuet, comme prévu, se pourvut en Conseil d'État qui, au bout de deux ans comme prévisible, lui donna raison : on avait décidé sans candidature formellement exprimée ! La forme, c'est vrai, était irrégulière, mais la clarté des positions était évidente. C'était l'aboutissement d'une longue irritation des responsables de l'École - Armand, Mahieux les membres du Conseil et beaucoup de nos collègues - envers la position de « contestation » ouverte qu'avait prise le plus ancien, le plus notoire, le plus célèbre par ses succès le plus connu par la grâce des médias - des membres du corps enseignant. Non pas qu'on lui en ait voulu de son appartenance au Comité paritaire : il n'y eut aucune répression contre ses membres, y compris Schwartz, et d'ailleurs, au-delà des outrances verbales, les opinions et les souhaits exprimés par les élèves ont été largement suivis par la commission Lhermitte. Mais on lui reprochai, alors qu'il était en position dominante sur de nombreux domaines alors qu'il pouvait se prévaloir d'être « le meilleur

de l'X », de s'être désolidarisé d'une certaine manière de l'École non seulement en vilipendant, à la limite du mépris, le directeur des études et le Conseil de Perfectionnement (dont le hasard du vote de l'Académie l'avait écarté) mais en se posant personnellement, et à l'écart de ses collègues, comme la référence unique lorsqu'il était question de l'École, de son statut et de son avenir. De plus, il n'avait pas joué un jeu ouvert et franc, mais entretenu une sorte de cache-cache continuuel entre Armand, le cabinet du Ministre Mahieux et nous : Armand me disait à ce propos « on s'entretient avec lui, il dit qu'il va appeler quelqu'un, appuie sur le bouton de la sonnette, mais la sonnette n'est pas branchée... ».

- 56 Lorsque Leprince-Ringuet eut connaissance du vote du Conseil du 21 mars, il prépara sa défense dans l'espoir sans doute que le Ministre ne suivrait pas. J'ai recueilli deux longs textes : « L'enseignement de M. Leprince-Ringuet à l'École polytechnique » signé de Grégory, en date du 18 avril, et « L'activité de recherche de M. Leprince-Ringuet à l'École polytechnique », signé de Francis Perrin, alors haut-commissaire à l'énergie atomique, et de Lichnerowicz, professeur au collège de France, académiciens tous les deux, daté du 23 avril. Ce dernier texte, qui décrit en 11 pages l'histoire et les succès du laboratoire de physique de l'X, ne fut sans doute pas rédigé par les signataires. Enfin, un document plus bref, « Interventions de MM. Francis Perrin et André Lichnerowicz au cours du Conseil du Laboratoire de Physique des Particules de l'École polytechnique, réuni le 23 avril 1969 », souligne que « dissocier la chaire du Laboratoire est un risque très grave pour l'avenir » et « qu'il est essentiel de maintenir les contacts recherche fondamentale/enseignement ». Selon toute probabilité ces documents furent envoyés au cabinet du Ministre et à toutes les personnalités susceptibles d'influer sur la décision de celui-ci.
- 57 Quelle est la date de la lettre de Messmer à Leprince-Ringuet lui faisant connaître qu'il entérinait la proposition du Conseil de Perfectionnement, ou de la visite de Leprince-Ringuet au Ministre ? En mai sans doute ; une note du 20 mai, rédigée par Leprince-Ringuet, est intitulée : « Mon éviction du corps enseignant de l'École polytechnique », et une campagne de presse suivit. Je n'ai pas tout recueilli, mais j'ai les coupures du *Monde* et de *L'Aurore* (23 mai), de *La République du Sud-Ouest* (Tarbes, 23 mai), de *France-Soir* (24 mai), du *Figaro Littéraire* (4 juin), de *Paris-Match* (7 juin). « Je me suis persuadé, écrit Leprince-Ringuet, que mon éviction du corps enseignant était décidée depuis septembre 1968. Le Ministre des Armées a d'ailleurs pris des mesures pour s'assurer une autorité toute-puissante : il choisit, sauf un, la douzaine de membres du Conseil dit de « perfectionnement », dans lequel la science ne brille plus comme autrefois ». Que « l'éviction » de Leprince-Ringuet ait été, sinon décidée, au moins envisagée dès avant septembre 1968, c'est évident : on peut se rapporter au compte-rendu que j'ai cité plus haut du déjeuner Guillaumat-Blancard, et surtout au compte-rendu analytique de la séance du Conseil de Perfectionnement du 25 juin 1968, où je relève les propos suivants de Majorelle et de Mahieux : « M. Majorelle ajoute qu'il lui paraît inconcevable que M. Leprince-Ringuet continue à enseigner. Le général Mahieux pense qu'en d'autres temps on a pu écarter un professeur, mais qu'aujourd'hui le Gouvernement hésitera à faire un « martyr » aux yeux des élèves. Ceci étant dit, il n'hésite pas à affirmer, quand il a cherché à limiter une action des élèves qui faisait figure de mutinerie, qu'il a été *trahi* par le comité paritaire et qu'il n'acceptera pas de collaborer avec ses membres, donc il s'en ira s'il le faut ».
- 58 J'ai continué, après son départ de l'X et jusqu'à la dernière épreuve de sa vie - un cancer du larynx - à entretenir des relations très amicales avec Mahieux et sa famille, et je puis

témoigner que le souvenir de ses rapports avec Leprince-Ringuet lui était resté plus que pénible, bien que d'autre part Leprince-Ringuet n'ait cessé en paroles, de le couvrir de fleurs. Ils n'étaient pas du même bois... Je pense qu'il a manqué à Leprince-Ringuet d'étendre plus largement autour de lui la confiance. Elle régnait, évidemment, au sein de l'équipe de physiciens dont il était le patron ; elle a certainement manqué dans ses rapports avec ses collègues professeurs, avec la direction des études, avec le Conseil de Perfectionnement. Chéradame expliquait en phrases un peu naïves, à la fin de son discours d'adieux au corps enseignant, le 6 décembre 1968, son besoin de confiance :

« Faire confiance : laissez-moi m'arrêter un instant sur ce mot. Je n'ai jamais conçu la vie, que ce soit sur le plan privé ou professionnel que ce soit avec mes chefs ou mes collaborateurs, sans cette confiance totale qui permet de regarder toujours vers l'avant, d'être détendu, de produire au maximum sans fatigue nerveuse, de réserver ses forces pour les points délicats à franchir. Je plains l'homme politique, qui ne s'attache pas aux hommes, les traite comme pions sur l'échiquier, et je comprends que les ingénieurs soient si rarement attirés par les jeux de Machiavel ».

Aller-retour entre l'X et le CEA

- 59 Je ne m'étendrai pas sur l'activité du Conseil de Perfectionnement après mars 1969. Je fus toujours assidu aux réunions et participai aux jurys de sortie et de passage de l'été 1969, mais, le 23 mai, j'avais écrit au président Majorelle que constatant
- « que les nouvelles responsabilités que j'exerce au CEA sont pratiquement incompatibles avec l'exercice raisonnable et sérieux du métier de professeur »,
- 60 je renonçais à demander le renouvellement de mon mandat de professeur de chimie, qui venait à échéance en octobre 1969. Majorelle annonça donc au Conseil le 27 mai ma « démission » ; j'avais évité d'employer ce terme, qui me déplaisait, mais je ne pouvais évidemment demander un renouvellement, qui ne faisait aucun doute, pour démissionner le lendemain. Il me faut maintenant revenir en arrière pour parler de ma position au CEA.
- 61 Lorsque je fus nommé maître de conférences de chimie en 1961, j'étais chef de département au CEA, déjà habitué à cumuler mon activité au CEA et mes responsabilités d'enseignant, sans trop de problèmes sinon une assez grosse charge de travail qui encombrait mes soirées et ma vie de famille. La préparation de mes petites classes m'obligea à défricher des domaines que je ne connaissais pas, ou mal, d'autant plus qu'au cours de Baranger, le professeur en titre, plein d'erreurs et d'incorrections, se superposaient des feuilles rédigées par Fétizon, mon collègue maître de conférences, qui donnait une présentation fort abrupte des théories modernes de la liaison chimique. Nous convenions, dans nos réunions de maîtres de conférences, du programme de nos petites classes, essayant de faire au mieux, mais non sans peine pour moi qui n'étais pas encore très alerte en mécanique quantique. Baranger fut démissionné par Armand et Chéradame en 1964, après que ce dernier m'ait demandé un compte-rendu des incohérences et inconsistances du cours, qui ne faisaient que s'ajouter à l'exécrable réputation que s'était acquise ce pauvre Baranger avec ses « découvertes » de la transmutation de potassium en calcium dans les graines en germination, découvertes hélas publiées et commentées dans la presse parascientifique.
- 62 Je fus candidat à sa succession, Fétizon étant mon principal concurrent. Le vote préalable du Conseil d'Instruction, interne au corps enseignant, me mit en minorité, mais très honorablement, et je fus élu largement par le Conseil de Perfectionnement en juin 1964,

avec le mandat de faire cours commun avec l'autre professeur de chimie, Jacqué - tandis que jusque-là le professeur n'enseignait, deux ans de suite, que dans la même promotion. Je devais également reprendre le laboratoire de recherche, étant seulement prié de laisser à Baranger des locaux et des crédits de fonctionnement suffisants pour qu'il puisse continuer ses propres recherches. Cela impliquait naturellement que je me consacre à plein-temps à l'École, et donc que je ne garde au CEA qu'une activité secondaire. J'avais l'autorisation du CEA, dont l'administrateur général, Robert Hirsch, avait d'ailleurs soutenu fortement ma candidature, et le cumul d'une chaire à l'X avec un emploi extérieur était très courant, d'autant que les salaires des enseignants de l'X étaient assez médiocres : pour moi professeur « débutant », il était de même niveau qu'un jeune cadre très subalterne du CEA. L'administration du CEA avait d'ailleurs établi une règle interne pour ces cumuls et réduisait le traitement de l'intéressé d'une fraction appropriée.

- 63 Je considérais cependant que je ne pouvais plus exercer au CEA une pleine responsabilité de direction de service, avec les possibles urgences qu'elle comporte, et je quittai donc mes fonctions de « chef de département du plutonium », pour devenir adjoint à l'état-major de Piatier qui était alors mon directeur et qui, lui aussi, avait très cordialement fait campagne pour mon élection. Je partageai ainsi mon temps de façon très acceptable pour moi et, j'espère, pour le CEA, dans les années qui suivirent.
- 64 Il y eut ces temps-là quelque remue-ménage dans la direction de Piatier : le chef du département de métallurgie, Salesse, fit sécession pour transiter à une autre direction, celle des piles, dirigée par Horowitz, alors très conquérant. L'entente avec Horowitz ne dura qu'un temps, Salesse partit chez Péchiney en 1967, et l'on voulut réunir les services d'étude des combustibles nucléaires, alors dissociés entre la métallurgie de Salesse (les piles d'EdF) et mon ancien plutonium (les futurs réacteurs surgénérateurs). Je fus chargé de mission pour faire rapport sur ce sujet directement à l'administrateur général et au haut-commissaire. C'était l'automne 1967, il n'y avait pas à ce moment de cours de chimie à l'emploi du temps de l'X. Je pus tranquillement consulter les uns et les autres et je remis fin 1967 un rapport qui resta confidentiel. Je proposais un nouvel organigramme des services du CEA, sans modification de la structure ni des missions des services existants, le dialogue devant s'établir au niveau d'un état-major de chefs de département rénové, dans une entité « métallurgie » retirée à la tutelle de Piatier aussi bien que d'Horowitz. Mon rapport resta d'abord dans les tiroirs et n'eut pas de suite immédiate, mais les difficultés entre services séparés ne s'arrangèrent pas et la *vox populi* réclamait, à la base, la « réunion de la métallurgie ». Hirsch et Perrin décidèrent finalement d'adopter mon projet : ce fut dans une note signée d'eux, sauf erreur, le 22 mars 1968, jour du soulèvement étudiant à Nanterre ! Les « événements » suivirent de près qui prirent au CEA, et notamment à Saclay, une allure assez révolutionnaire. Entièrement pris à l'X, j'en ignorai à peu près tout.
- 65 Quand la poussière retomba, la question de la métallurgie resurgit, d'autant plus, je l'ai dit, que c'était une revendication de la base. À l'automne (je ne sais plus la date exacte), Claude Pierre, le conseiller et chef de cabinet de Hirsch, me demanda de la part de celui-ci d'accepter la direction de la métallurgie, telle que définie dans mon rapport. Cette direction serait insérée entre celle de Piatier (chimie) et celle d'Horowitz (piles), dépendant comme elles directement de l'administrateur et du haut-commissaire. Ce dernier, pour ne pas faire de peine aux directeurs dépossédés demandait qu'on l'appelle seulement « sous-direction » et que je sois « directeur délégué ». Cela ne changeait évidemment rien au fond. J'acceptai.

- 66 Comme je l'avais prévu en 1964, il y avait incompatibilité pratique dans l'exercice de deux responsabilités qui demandaient chacune un engagement complet. Pour les cours de l'X, j'avais heureusement achevé pendant l'été 1968 la rédaction d'un cours du niveau « tronc commun » qui me donnait enfin satisfaction après cinq ans d'approximations successives ; mais il était à prévoir que j'aurais d'autres cours à faire et à rédiger, et que la direction du nouveau département de chimie de l'X, dont j'étais de fait le seul responsable après le décès de Jacqué, serait très prenante en cette période instable et bourgeonnante avec l'ouverture des « voies » et des options. Le Conseil de Perfectionnement, on a vu, était fort encombrant, avec ses séances et commissions. Enfin, l'équipe de recherche que j'avais constituée à mon laboratoire avait une bonne allure et, si je restais à l'X, je ne pouvais m'en désintéresser.
- 67 Je passai de mon mieux la fin de l'année 1968 et le début de 1969, tiraillé entre les deux exigences. Pouvais-je garder mon activité à l'X en la maintenant, par périodes, un peu en sommeil, comme tant de professeurs, pris à l'extérieur, l'avaient fait depuis longtemps et continuaient à le faire ? Cela me paraissait impossible en raison des remue-ménage de programmes, de mon laboratoire, de ma solitude au département de chimie. Démissionner du CEA ? C'était contradictoire avec la réactivation de cette direction de la métallurgie qui correspondait d'ailleurs aussi bien que l'enseignement à mes goûts et à ma compétence. De plus, la question financière se serait posée, car la paie de l'X, je l'ai dit, était trop insuffisante. Je décidai donc de me retirer de l'X, ce qui fut mal compris de mes maîtres de conférences (Fréjacques) qui souhaitaient que je reste et que je trouve un compromis, et même de Hirsch qui prit soin d'expliquer au Ministre que ce n'était pas dans un mouvement d'humeur que je quittais l'X. Il est évident toutefois qu'après le départ d'Armand et de Mahieux, avec la montée en puissance de la nouvelle scolarité dirigée par Ferrandon et le déclin de fait du Conseil de Perfectionnement qui va bientôt devenir le Conseil d'Administration (trop bien nommé !), je n'avais plus à l'École une place aussi responsable et active que celle que j'avais connue avec Ullmo. Ce fut certainement pour moi un facteur de démotivation qui rendit ma décision un peu moins pénible ; mais il ne faut pas oublier que c'est le CEA qui était venu me chercher, sans que je sois candidat à mon retour. Du côté du Conseil de Perfectionnement, ma décision entraîna des regrets que j'ai la faiblesse de croire sincères, et dont témoignent les deux mots ci-joints de son président, Majorelle.

Et finalement, retour à l'X !

Emmanuel Grison (X1937)



- 68 Je revins à l'X moins de dix ans plus tard, en juillet 1978, mais cette fois en quittant définitivement le CEA où j'avais le sentiment d'avoir atteint mon plafond avec la direction du Centre de Saclay et d'être voué dorénavant à une succession de tâches peu novatrices, tandis qu'il y avait à reconstruire à l'X cette direction des études qu'avaient balayée les « événements ». En effet, après quelques années de mise en route de la nouvelle scolarité, le général, lors du transfert à Palaiseau (1976), avait voulu mettre son grain de sel dans la marche des études, s'était disputé avec Piatier - venu à l'X comme directeur-général adjoint après le départ d'Olmer - qu'il avait plus ou moins démissionné ou mis à la retraite, et avec Schwartz qu'il voulait renvoyer. Quant à Ferrandon (« l'amiral »), toujours présent et bienveillant, il était un peu en marge et n'intervenait guère que dans l'enseignement de la mécanique qui continuait à le passionner : il avait joué un rôle dans l'étude des coques des sous-marins nucléaires.
- 69 André Giraud, alors président du Conseil d'Administration de l'X avant de devenir Ministre de l'Industrie (avril 1978), avait chargé trois experts de réfléchir à une réforme de l'X : Pasquet, Horowitz et Carpentier. Dans leur rapport remis en juin 1978, ceux-ci proposèrent de créer un poste de Directeur de l'Enseignement et de la Recherche (DER), joignant aux anciennes fonctions du directeur des études d'avant 1968, la supervision des laboratoires, aussi bien laboratoires propres des professeurs que laboratoires détachés du CNRS ou d'ailleurs, qui avait échappé à Chéradame. Ils recommandèrent aussi que la meilleure entente règne dans le triumvirat responsable de l'École : président, général, DER ! Un décret vint créer bientôt le poste de DER, et lui adjoignit un « Conseil d'Enseignement » qu'il devait diriger.
- 70 Apprenant, lors d'une conversation avec Pecqueur, le nouvel administrateur général du CEA qui avait succédé à Giraud, qu'on cherchait un titulaire à ce poste de DER, j'y fus

candidat et fus nommé en juillet, en même temps qu'un nouveau général, Saunier. Je quittai donc la direction de Saclay et m'installai à l'X où je trouvai l'accueil le plus chaleureux et le plus amical de la part de ceux que j'y avais connus autrefois : Ferrandon, bien sûr, Schwartz et Solomon - les membres du fameux Comité paritaire - et Thierry de Montbrial qui avait bâti un remarquable département d'économie, à la suite d'Ullmo. Je devais y passer dans une ambiance sympathique des années qui me laissent un merveilleux souvenir, en charge de problèmes que je pouvais traiter dans la concertation la plus ouverte. L'atmosphère entre Dejou, le président du Conseil d'Administration qui avait succédé à Giraud, le général Saunier et moi, était parfaite, chacun pratiquant fort bien le principe de subsidiarité, c'est-à-dire laissant les deux autres prendre les décisions de leur niveau. C'était facilité par le fait que Dejou était un homme de dialogue aimable et compréhensif, avec qui les rapports étaient sûrement plus faciles qu'ils n'eussent été avec un Giraud. Et parce que Saunier, qui n'était pas ancien élève de l'X, n'interférait jamais, contrairement à son prédécesseur, avec les problèmes d'enseignement. Cette bonne entente, qui se poursuivit avec le général Guillon, successeur de Saunier, n'allait pas, hélas, de soi et ne survécut guère : elle a résulté, de 1978 à 1984, d'une conjonction exceptionnelle à laquelle je n'ai aucun mérite mais dont j'ai largement profité. Elle a fait que ces dernières années de ma vie professionnelle ont été pour moi les plus gratifiantes.

71 14 décembre 1997

AUTEUR

EMMANUEL GRISON

Président d'honneur de la SABIX